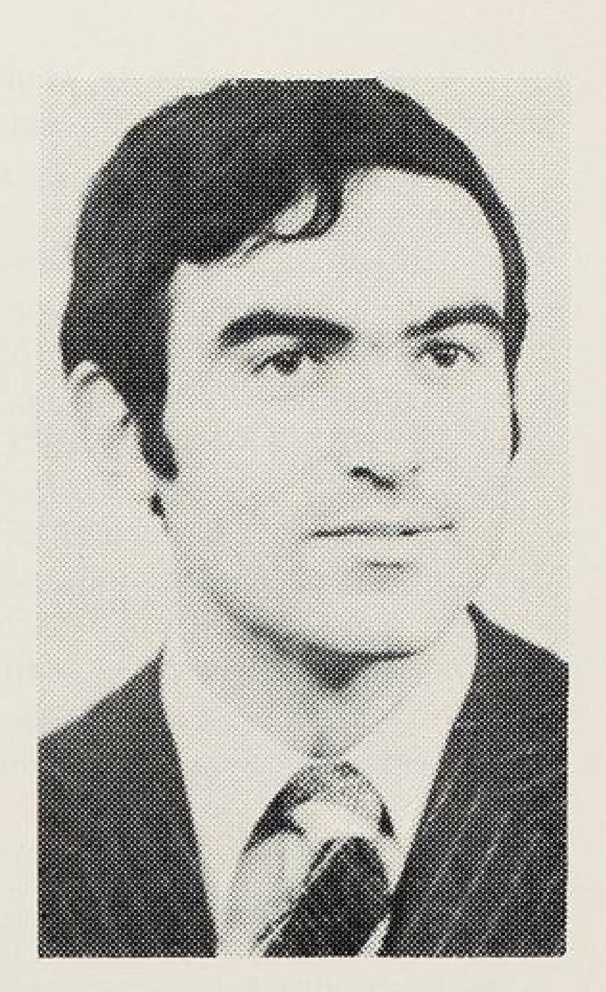


ELECTIONS LEGISLATIVES DU 19 MARS 1978

Vme CIRCONSCRIPTION DU MORBIHAN

Rassemblement pour la République pour l'Union de la Majorité



Chère Madame, cher Monsieur,

UN CHOIX DE SOCIÉTÉ

Le 19 Mars, les Français auront à faire un choix de Société, sans doute le plus grave et le plus lourd de conséquences depuis la guerre.

Les Français auront à dire **NON** à l'avenir collectiviste que lui promettent les partis signataires du Programme commun. En dépit des efforts déployés notamment par les Socialistes afin de tromper l'opinion publique, ils ne parviennent pas à cacher leurs intentions profondes :

« Le parti communiste français a pour but la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste... ».

Statuts du PCF.

« L'appropriation collective des moyens de production est la condition même de la gestion socialiste ».

Programme socialiste « Changer la vie » 1972

« Les mesures prévues par le Programme Commun engagent la FRANCE dans la voie sans retour qui mène à la « démocratie populaire ». En voulons-nous des exemples ?

— La **LIBERTE D'ENTREPRENDRE** serait progressivement supprimée. Par la nationalisation du crédit, la suppression de l'autofinancement, la surveillance et le contrôle syndical, la planification autoritaire, la liberté d'entreprendre serait vidée de sa substance. Dans peu d'années il n'en serait même plus question !

— **LES ENFANTS ET LES JEUNES** seraient pris en main par les « maisons de l'enfance » puis l'**Ecole Unique** et inégalitaire. Le projet socialiste « Mexandeau » ne dit-il pas : « C'est à cet âge aussi (de 0 à 6 ans) que la **socialisation** des enfants peut être rendue la plus facile. C'est pourquoi la petite enfance considérée en elle-même sera l'objet d'une priorité absolue pour un gouvernement de gauche ». L'EMBRIGADEMENT DE LA JEUNESSE EST LA MARQUE LA PLUS DETESTABLE DES REGIMES TOTALITAIRES.

— **L'INFORMATION LIBRE ET PRIVEE DISPARAITRAIT.** Pour arriver à ce résultat il suffit, comme le prévoit le programme commun, de couper les vivres « aux publications des sociétés financières, industrielles et commerciales ». Or il faut savoir que **tous** les grands journaux (y compris ceux de M. Gaston DEFERRE) sont publiés par des sociétés commerciales.

— **LE RETOUR EN ARRIERE NE SERAIT PAS POSSIBLE ;** Pour deux raisons au moins. La première c'est qu'on n'a jamais vu les collectivistes lacher le pouvoir qu'ils détenaient. La deuxième c'est que la conception de « majorité populaire » n'est pas comprise de la même manière par les non-marxistes et les marxistes. Pour ces derniers, la « voix populaire » s'exerce dans la rue et les groupes de pression (syndicats révolutionnaire). En 1968, nous en avons eu des exemples ! Ce serait une illusion de croire que l'on peut revenir du collectivisme. **L'HISTOIRE N'EN A PAS D'EXEMPLE !**

Face à ce sombre tableau, à ces espoirs déçus ou dévoyés, le **RASSEMBLEMENT POUR LA REPUBLIQUE** propose une espérance renouvellée. Les Français diront **OUI** à une société de **PARTICIPATION,** de **PROGRES** économique et social et de **LIBERTE.**

La **PARTICIPATION est la grande idée de ce temps.** Le RPR se veut le continuateur du grand courant gaulliste portant cette réforme fondamentale de nos institutions et de nos rapports sociaux. La Participation doit se développer dans les communes, les régions et les entreprises. Au sein de celles-ci, les travailleurs et cadres doivent bénéficier des résultats de l'activité, participer aux accroissements de capital en devenant propriétaires, participer aux décisions engageant la vie de leur entreprise. L'adhésion que j'ai faite au mouvement RPR indique ma détermination à soutenir concrètement cet élan vers une plus grande justice sociale. **Au plan lorientais, le député du Rassemblement doit être l'avocat de cette transformation profonde et progressive de la condition ouvrière.**

L'emploi constitue la priorité des priorités pour le RPR et **tout spécialement ici à Lorient où des problèmes aigus se posent.** J'ai déjà indiqué les actions que j'ai entreprises et menées à bien pour des activités lorientaises (Polybois, Scoma, etc...). Vous savez l'intérêt que je témoigne aux secteurs moteurs de l'économie du Pays de Lorient. C'est ainsi que les problèmes de la Pêche et de la Marine Nationale m'ont amené à proposer des solutions susceptibles d'assurer leur développement et de sauvegarder l'emploi. Je l'ai fait en complète concertation avec les intéressés qui peuvent juger sur pièces et établir les comparaisons qui s'imposent... En cette période de crise mondiale, la lutte pour l'emploi doit être menée avec détermination ! A cette condition seulement, nous pourrons réaliser les nouveaux progrès économiques et sociaux qu'attendent les Français. La Vme République, pendant vingt ans, a transformé la FRANCE en un pays moderne, plus prospère et plus juste. **PUISSIONS-NOUS AVANCER ENCORE SUR CETTE VOIE !**

Les Français **diront OUI à une société de Liberté.** La Liberté est l'héritage le plus précieux qu'ils ont reçu et qu'ils transmettront à leurs enfants pour leur permettre :

— de choisir librement leur métier et entreprendre les activités de leur choix. A cet égard, le RPR est décidé à promouvoir les aides à l'installation des jeunes pour l'agriculture, la pêche ou l'artisanat. Il faut que les hommes dynamiques et responsables puissent promouvoir leur idées et agir librement dans la vie économique.

— de choisir librement le type d'éducation qu'ils souhaitent dans le cadre d'une école laïque respectueuse des idées de chacun ou de l'école privée.

— de contribuer à l'indépendance et à la grandeur de la FRANCE, restaurées par le Général de Gaulle et maintenues depuis par des institutions fortes, principalement grâce au Président de la République.

Chère Madame, cher Monsieur, vous avez bien voulu me faire confiance pour représenter au Pays de Lorient les forces de PARTICIPATION, de PROGRES et de LIBERTE.

Tel que je suis je ne tromperai pas cette confiance !

Je m'engage à combattre pour :

— une société de Liberté
— un pays de Lorient prospère
— une France digne, forte et respectée.

Devant l'Histoire, devant nos enfants, notre choix s'impose :

Votez **Jean-Claude CROIZER**

Inspecteur Principal des Télécommunications
Président d'ADESCLOR
(Association de Défense des Intérêts Economique, Sociaux et Culturels du Pays de LORIENT).

Vive le Pays de Lorient
Vive la France

SUPPLEANT :

Bernard LANDAIS

Directeur du Centre Universitaire du Pays de LORIENT
Docteur d'Etat Es-Sciences Economiques

I. P. M., Lorient